

Le JDD 15 février 2026

**Malaise**

# LE BLUES DES POLICIERS EN FIN DE CARRIÈRE

Ils auraient pu servir encore quelques mois, voire quelques années. Mais l'institution à laquelle ils ont dédié leur vie professionnelle ne leur donne plus envie

PAR WILLIAM MOLINIÉ



Certains sont gardiens de la paix, d'autres officiers ou commissaires de police. Ces « jeunes-vieux » flics à la veille de la retraite occupent des rôles clés. Ils transmettent aux plus jeunes, ont le sens de la mesure et du sang-froid. Ils savent désamorcer les crises et sont capables, quand cela est nécessaire, de tenir tête à l'échelon supérieur. Ils pourraient encore servir quelques mois, quelques années. Ils en ont la santé, la force et la possibilité. Mais l'envie n'est plus là. Outre que la délinquance qu'ils ont connue n'a plus la même physiologie aujourd'hui, c'est leur police aussi qu'ils ne reconnaissent plus. Une police qui s'est administratisée, technocratisée, bureaucratisée. Dans leur jeunesse, ils étaient dirigés par la génération des « grands flics » : Broussard, Monteil, Squarcini, Mancini, Péchenard, Marion, Pellegrini... Aujourd'hui, ils doivent se plier aux réformes des « technos » qui ont davantage usé le parquet des cabinets ministériels que l'asphalte du terrain. Discrètement, sans faire de bruit, ils plient bagage, rangent leur calibre et remettent leur carte professionnelle au placard. Non sans inquiétude pour l'avenir de la « maison bleue ».

Nous l'appellerons Jean-Louis. Son dernier poste de taulier, il l'a occupé dans le sud de la France, après presque quarante années de bons et loyaux services. Un CV exemplaire. Des mutations à travers tout le territoire, dans plusieurs ministères. Une personnalité un brin ironique, mais toujours loyale. Il a dû parfois avaler des couleuvres et servir les intérêts de ses supérieurs davantage préoccupés par leur carrière. Il aurait pu prendre un nouveau poste. Il en avait l'énergie. « Je ne me voyais pas faire six mois de plus. Je n'étais plus en phase avec la façon dont on nous demandait de manager les gars. L'administration ne connaît plus vraiment ses troupes », explique-

t-il. Certains diront de lui qu'il est parti aigri. Il en convient, peut-être, mais se justifie en disant avoir vu le système d'avancement de l'intérieur. Médailles, primes, promotions lui sont passées sous le nez. Au détriment d'autres collègues, plus alignés avec les pouvoirs en place.

Sentiment partagé par un de ses collègues parisiens, tout jeune retraité après être passé par de prestigieux services de police. « J'ai mis du temps à recevoir la légion d'honneur », lâche-t-il, pudique, lui qui a pris des risques sur le terrain, usant parfois de son arme dans des situations critiques. La breloque a fini par arriver. « La génération au-dessus de la mienne l'obtenait dix ans plus tôt. C'était un temps où l'on considérait que les qualités opérationnelles primaient, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui », poursuit-il. À l'appui, l'exemple d'une commissaire de police, plus jeune et moins expérimentée mais passée par des postes stratégiques proches du pouvoir politique, qui s'est vu remettre l'insigne lors de la même promotion de décorations.

### LA PJ TOUCHÉE

Le malaise ourdi autour de ces nominations et de ces promotions s'est amplifié avec la réforme de la police nationale. Les opposants se sont vu écartés, parfois brutalement. À l'image d'Éric Arella, l'ancien patron de la PJ de Marseille, évincé en octobre 2022. Versailles, dernier bastion de la défense d'une « PJ à l'ancienne », vient de perdre son chef, le très respecté Christophe Descoms, discrètement parti à la retraite. Pour le remplacer, une commissaire en poste à Beauvau est pressentie. « Un profil techno », regrette un policier, qui voit dans cette nomination « le dernier clou sur le cercueil de la PJ ». Il est vrai qu'une génération de quadragénaires ou de quinquagénaires, sous la houlette de l'actuel ministre de l'Intérieur, Laurent Nuñez, ont vu leur carrière fuser lors du double

quinquennat d'Emmanuel Macron. Jalousie ? « Sans doute, forcément. Il y a toujours eu du copinage dans la police, où les réseaux sont plus présents qu'ailleurs », décrypte un policier.

La filière investigation est touchée à tous les échelons par la démobilité. « Je ne me voyais pas continuer encore quinze ans comme ça. La pile des dossiers judiciaires en souffrance était devenue une charge mentale difficilement supportable », explique un enquêteur parti rejoindre un groupe privé. Un autre, un ancien du renseignement qui a changé de métier, pointe l'ambiance de travail, devenue trop pesante. « J'étais dans un service où les collègues attendaient que la journée passe. Ça ne me convenait plus », témoigne-t-il. Les raisons des départs sont évidemment multiples. On y entend, pêle-mêle, les contraintes liées aux lourdeurs administratives, l'absence de visibilité de carrière, l'exposition à une violence débridée, le sentiment d'une déconnexion des décideurs parisiens, parfois l'absence de réponse judiciaire. L'ampleur des démissions n'a jamais été aussi forte, pointait fin 2024 la sénatrice LR du Haut-Rhin Sabine Drexler, rappelant qu'en quatre ans, la vague s'était accélérée de 33 % pour la police et de 25 % pour la gendarmerie. Parfois, la hiérarchie tente, en vain, de retenir ses policiers sur le départ. Comme ce fut le cas pour ce commissaire, prometteur et appelé à une belle carrière. Mais du jour au lendemain, il a été impliqué dans une affaire médiatisée. S'il a fini par obtenir gain de cause, y compris judiciairement, il a compris que, même avec le soutien de sa hiérarchie, son parcours resterait, quoi qu'il fasse, entaché. Depuis, il a rejoint un grand groupe privé. Quitter l'uniforme fut un crève-cœur. Il ne le regrette pas. ■

### HIÉRARCHIE

En interne, certains policiers ont le sentiment que l'institution s'est technocratisée.

**“J'ÉTAIS DANS UN SERVICE OÙ LES COLLÈGUES ATTENDAIENT QUE LA JOURNÉE PASSE”**